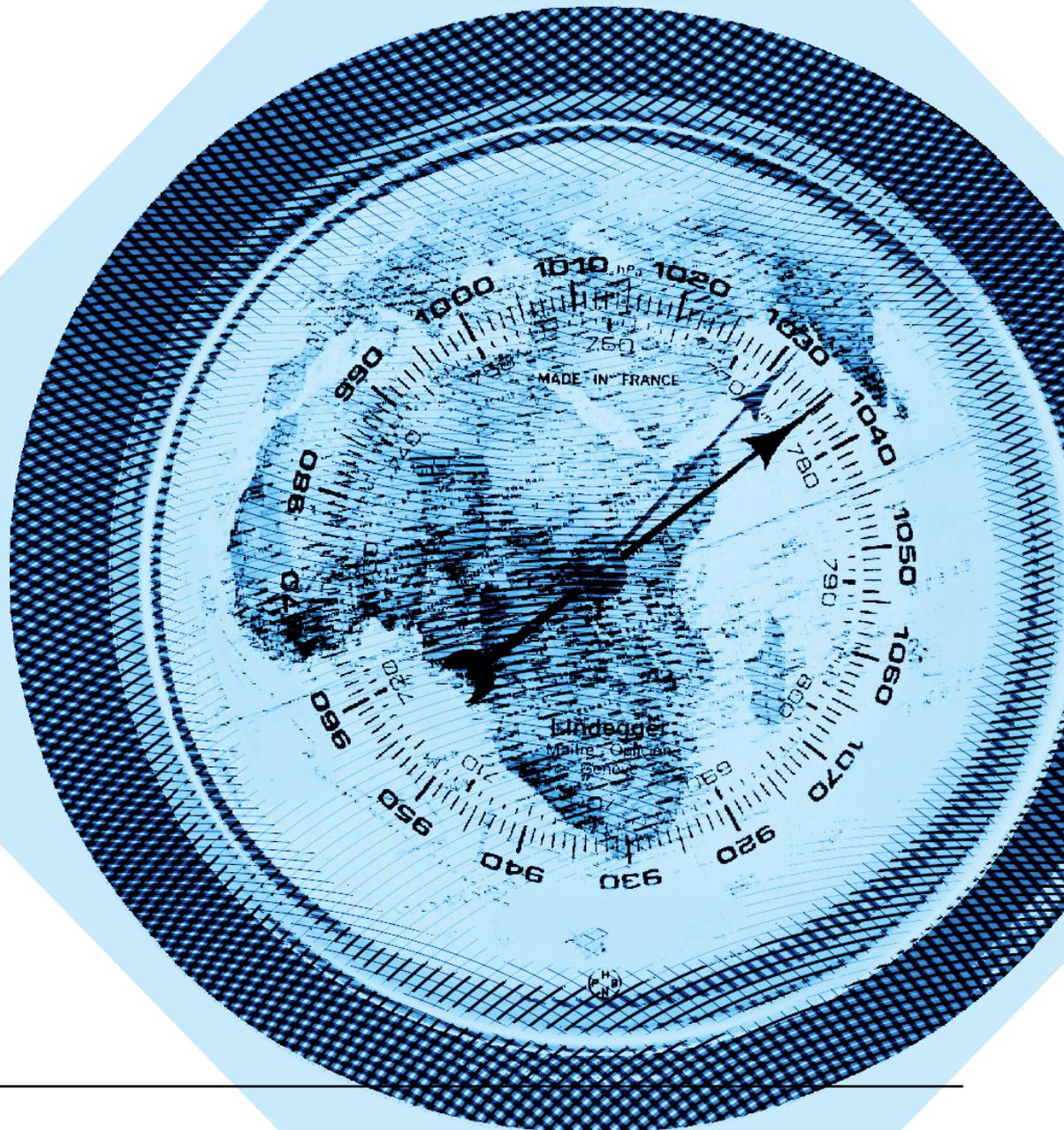


BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN AMONT DU DÉBAT PRÉSIDENTIEL : UN PORTRAIT-ROBOT DES FRANÇAIS

Quel est le niveau de soutien des français à la solidarité internationale, à l'aide publique au développement ? Quels profils type des partisans, des modérés ou des sceptiques vis-à-vis de nos enjeux peut-on dresser à partir des réponses de 6000 personnes représentatives de la population française ?¹

Cette publication propose un profil sociographique des français selon une segmentation de la population autour des paramètres suivants : âge, genre, niveau d'éducation/revenus, proximité politique et engagement citoyen.

Plus précisément et en amont des élections présidentielles, il s'agit ici d'observer les opinions déclarées et la manière dont elles s'organisent autour de trois enjeux, retenus parmi 150 questions adressées par questionnaire administré via internet selon la méthode des quotas par l'institut Yougov entre les 10/22 juin et 24 juin/18 juillet 2016. L'échantillon retenu pour ce sondage est de 6074 personnes (marge d'erreur de $\pm 2\%$).

Trois questions ont été retenues pour dresser un portrait-robot des français sur les enjeux de solidarité internationale :

- ◆ L'intérêt porté à la pauvreté dans le monde dans le cadre du débat présidentiel
- ◆ Les bénéfices présumés de l'aide publique au développement quant au rang de la France sur la scène internationale
- ◆ Le soutien à l'augmentation de l'aide publique au développement de la France.

Cette analyse entend ainsi aider les acteurs du développement international opérant depuis la France à mieux s'adresser à leur audience, décideurs politiques ou opinion publique. Elle ne saurait naturellement prétendre à l'exhaustivité des préoccupations des citoyens ni guider les positionnements de quiconque.

¹ Sauf mention contraire, les résultats présentés dans ce document sont issus des réponses formulées par 6074 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 10-22 juin et 24 juin-18 juillet 2016 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative menée par les chercheurs Jennifer vanHeerde-Hudson et David Hudson de l'[Université UCL](http://www.ucl.ac.uk) (Londres) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Source : www.ucl.ac.uk

1. LA PLACE DE LA PAUVRETE DANS LE MONDE ET LES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DANS LES DÉBATS POLITIQUES À L'OCCASION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

QUESTION POSÉE : « DANS QUELLE MESURE EST-IL IMPORTANT POUR VOUS QUE LES CANDIDATS AUX PROCHAINES ÉLECTIONS ABORDENT LA QUESTION DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE ? »

RÉSUMÉ

La question de la pauvreté dans le monde dans le débat présidentiel ne va pas de soi.

Force est de constater que l'offre politique sur ces enjeux demeure limitée, les candidats déclarés à l'élection suprême concentrent jusqu'à présent leurs interventions sur les enjeux domestiques et n'ont fait que peu de cas de leur vision en matière de politique étrangère, à l'exception notable de la situation en Syrie et de la relation de la France avec la Russie.

Pour forcer le trait des enseignements susmentionnés, on pourrait dresser trois portraits robots :

LE PARTISAN : Un homme ou une femme se déclarant proche d'un parti politique de gauche, aux revenus élevés, particulièrement engagé d'une manière ou d'une autre à travers des pratiques dans le domaine de la solidarité internationale.

LE MODÉRÉ : Un homme ou une femme à part égale, âgé entre 25 et 50 ans, peu engagée, de centre gauche ou centre droit.

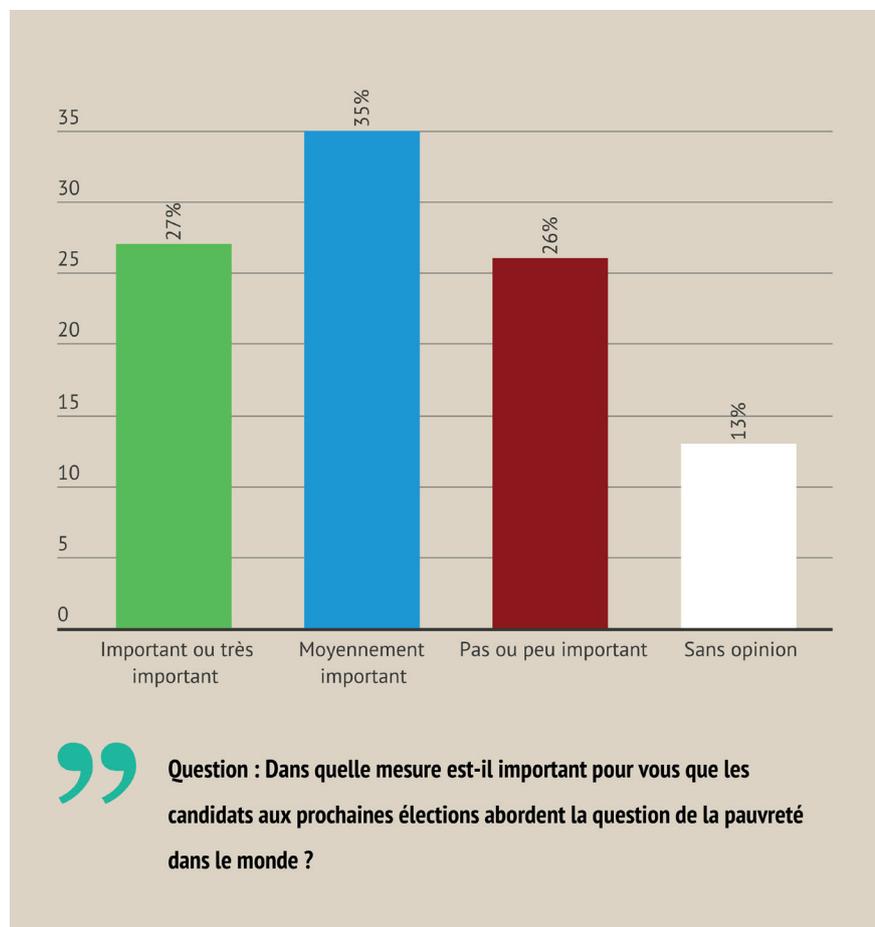
LE SCEPTIQUE : Un homme, proche du FN, absolument pas engagé sur les enjeux de solidarité internationale et ne faisant pas partie des plus fortunés

LE SANS OPINION : Une jeune femme aux revenus modestes aucunement engagée sur la cause.

UNE PRÉOCCUPATION MINEURE DES FRANÇAIS À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

- ◆ 62% des répondants ont un avis tranché (27%) ou mitigé (35%) en faveur de l'immixtion de la pauvreté dans le monde parmi les sujets débattus par les candidats à l'élection présidentielle.
- ◆ Pour 26% des répondants, débattre de la pauvreté dans le monde dans le cadre des élections présidentielles n'est pas ou peu important.

IMPORTANCE ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

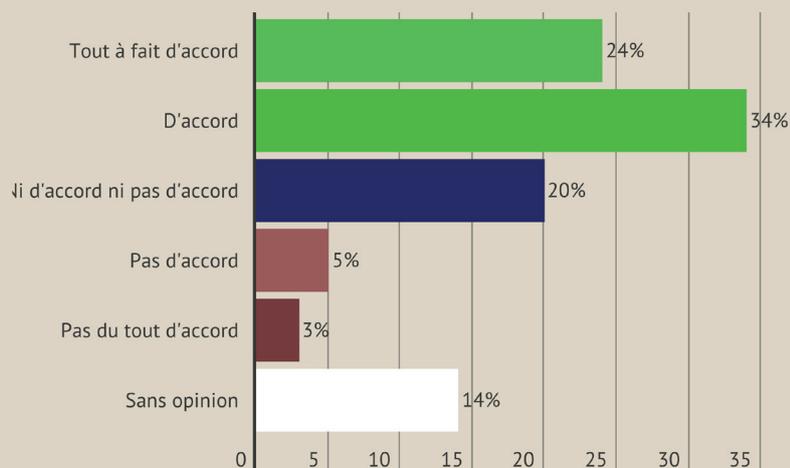


Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Aid Attitudes Tracker par le University College London. Enquête menée en 2 phases entre les 10-22 Juin et les 24 Juin-18 Juillet 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 6074 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%.

Source : www.ucl.ac.uk

Ce déficit d'engagement en faveur des enjeux de pauvreté dans le monde au cœur de la campagne des présidentielles dépend de la manière dont la question est posée. En effet, on observe des opinions plus engageantes avec la question suivante : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : « Pendant la campagne pour les prochaines élections présidentielles, les candidats devraient exprimer clairement leur position concernant les dépenses actuelles de la France pour l'aide internationale ».

LES CANDIDATS DEVRAIENT EXPRIMER LEUR POSITIONS SUR LE MONTANT DE L'AIDE



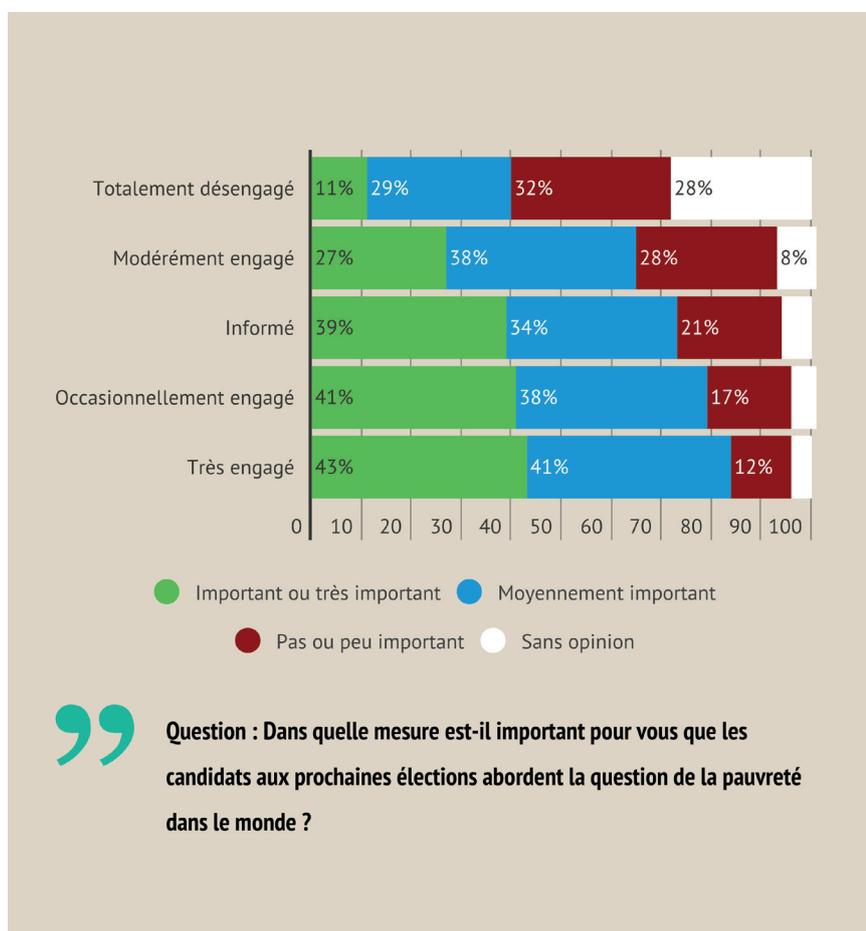
Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : « Pendant la campagne pour les prochaines élections présidentielles, les candidats devraient exprimer clairement leur position concernant les dépenses actuelles de la France pour l'aide internationale »

En termes de communication, il conviendrait probablement de mettre en avant les réponses illustrées ci-dessus pour interpeler les candidats. Tandis que nous avons volontairement détaillé la question précédente (« Dans quelle mesure est-il important pour vous que les candidats aux prochaines élections abordent la question de la pauvreté dans le monde ? ») parce que la distribution des réponses par segmentation (âge, genre, revenu, orientation politique, etc.) nous semblait plus pertinente.

L'ENGAGEMENT CITOYEN² : UNE VARIABLE DISCRIMINANTE DE L'INTÉRÊT D'UNE POLITISATION DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

- ◆ En toute logique, plus un individu se mobilise sur les enjeux de lutte contre la pauvreté dans le monde (dons, lecture, pétitions...), plus il est susceptible d'être favorable à la mise à l'agenda politique de ce sujet dans le débat présidentiel. Selon le niveau d'engagement citoyen, l'intérêt marqué pour l'immixtion de la pauvreté dans le monde au cœur du débat présidentiel, augmente de 11% à 43%. Ainsi, les citoyens acquis à la cause dans leurs pratiques, apparaissent comme d'excellents vecteurs d'une plus grande considération de nos enjeux dans le domaine du plaidoyer politique. Ces citoyens déclarant des pratiques d'engagements sont loin d'être négligeables dès lors qu'ils représentent 71% de la population adulte générale, soit par extension, approximativement 37 millions de personnes en France.
- ◆ Logiquement encore, plus les individus sont engagés, plus ils se sentent autorisés à avoir une opinion sur cette question. Le taux de non réponse oscille ainsi entre 28% parmi les citoyens « non-engagés », tandis qu'il chute drastiquement à 8% dès la catégorie des « moyennement engagés » pour atteindre seulement 4% auprès de ceux qui le sont fortement.

IMPORTANCE ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES SELON L'ENGAGEMENT CITOYEN

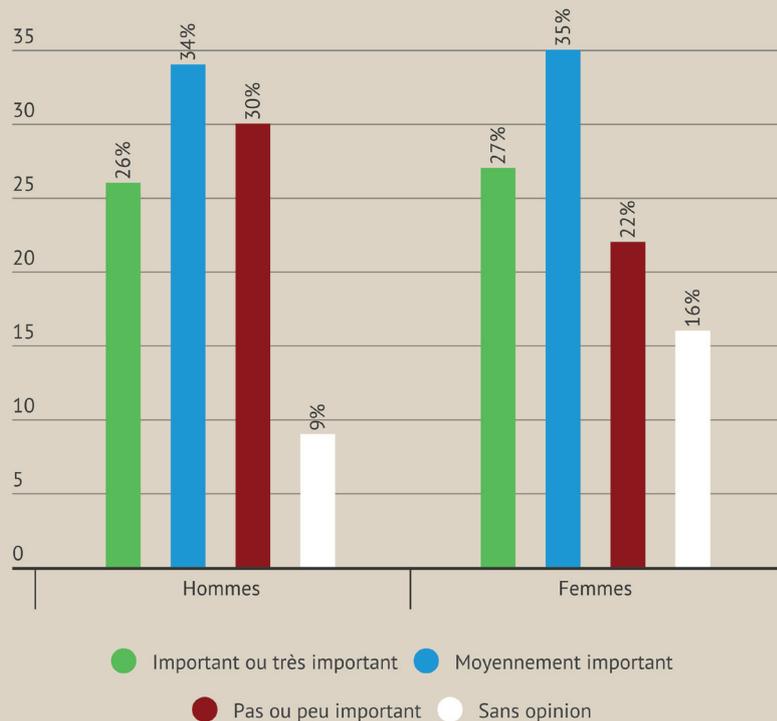


²Le niveau d'engagement citoyen est mesuré à partir de comportements et/ou pratiques régulières relatives aux questions de développement, tels que : pétition, vote, don, mobilisation publique (marche, manifestation), interpellation des décideurs, bénévolat, diffusion d'information (notamment sur les réseaux sociaux).

NI L'ÂGE NI LE GENRE N'ONT D'IMPACT SUR L'INTÉRÊT D'UNE MISE EN DÉBAT DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE LORS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

- ◆ Le genre n'est pas particulièrement discriminant sur cette question, sauf à considérer les non-réponses des femmes (16%) par comparaison avec celles des hommes (9%), fait régulièrement observé dans les sondages spécifiquement politiques.

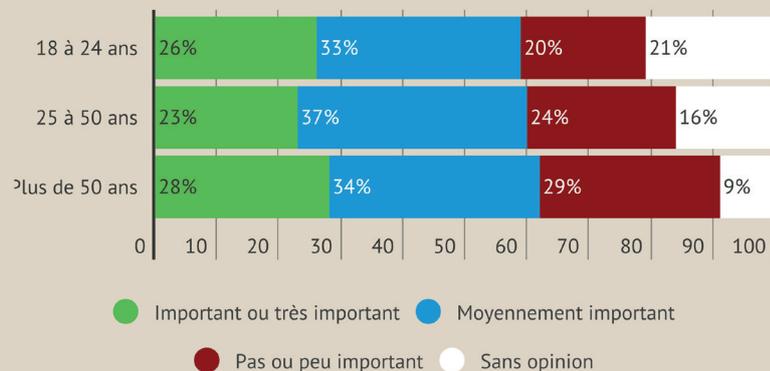
IMPORTANCE ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES SELON LE GENRE



Question : Dans quelle mesure est-il important pour vous que les candidats aux prochaines élections abordent la question de la pauvreté dans le monde ?

- ◆ Les partisans d'une mise à l'agenda politique des enjeux de pauvreté dans le monde ne se distinguent pas par leur âge (un soutien qui oscille entre 24% et 28% toutes catégories d'âge confondues).
- ◆ 21% des moins de 24 ans n'ont pas d'avis sur la question, ce qui suggère un déficit d'information ou de légitimité à s'exprimer sur la question.
- ◆ Les jeunes sont moins nombreux (20%) que leurs aînés (29% des plus de 50 ans) à considérer que la pauvreté dans le monde n'a pas sa place dans le débat présidentiel.

IMPORTANCE ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES SELON L'ÂGE

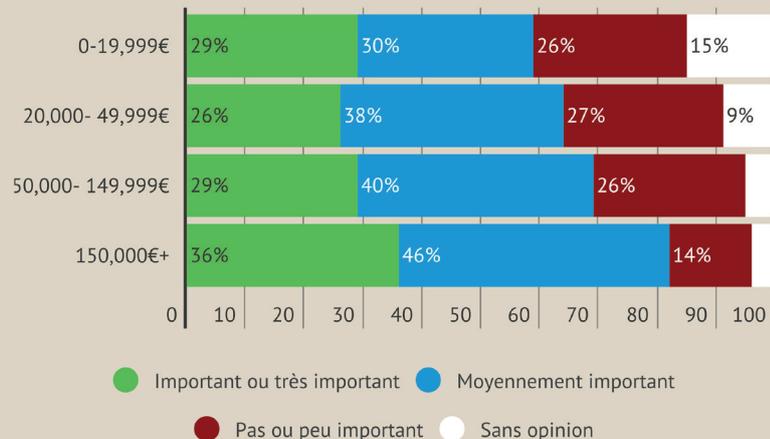


Question : Dans quelle mesure est-il important pour vous que les candidats aux prochaines élections abordent la question de la pauvreté dans le monde ?

L'INFLUENCE MITIGÉE DES REVENUS

- ◆ Le niveau de revenu, généralement corrélé avec le niveau d'éducation, fait varier les non-réponses : 15% des bas revenus n'ont pas d'opinion contre 5% des très hauts revenus ou 9% des revenus intermédiaires.
- ◆ De manière intéressante et contrairement à une idée répandue, les plus démunis ne sont ni les plus solidaires, ni les moins solidaires. Ils ne se distinguent tout simplement pas des autres catégories de revenus. En moyenne 28% soulignent un intérêt pour inclure la pauvreté dans le monde dans le débat présidentiel, tandis que les très hauts revenus expriment un intérêt plus marqué (36%).

IMPORTANCE ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES SELON LES REVENUS

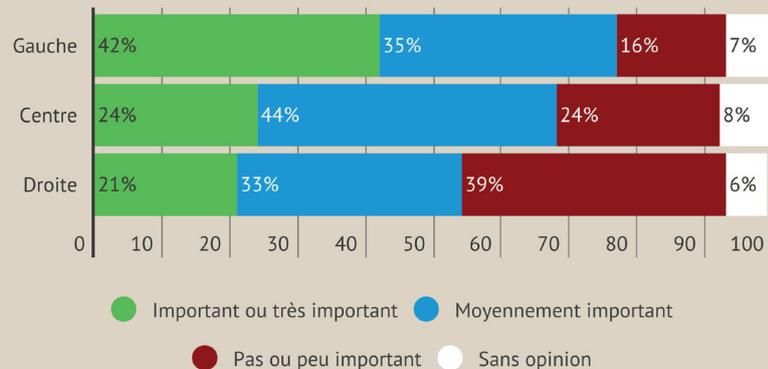


Question : Dans quelle mesure est-il important pour vous que les candidats aux prochaines élections abordent la question de la pauvreté dans le monde ?

LA FORCE DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE

- ◆ De manière particulièrement saillante, plus les personnes interrogées se positionnent à gauche de l'échiquier politique, plus elles sont susceptibles de soutenir la pauvreté dans le monde comme enjeu de campagne des prochaines élections présidentielles. Inversement, plus les individus se positionnent à droite de l'échiquier politique, moins ils soutiennent la mise en débat de cette question. Le positionnement politique est d'ailleurs la variable la plus prédictive du soutien à cette question parmi toutes celles étudiées.

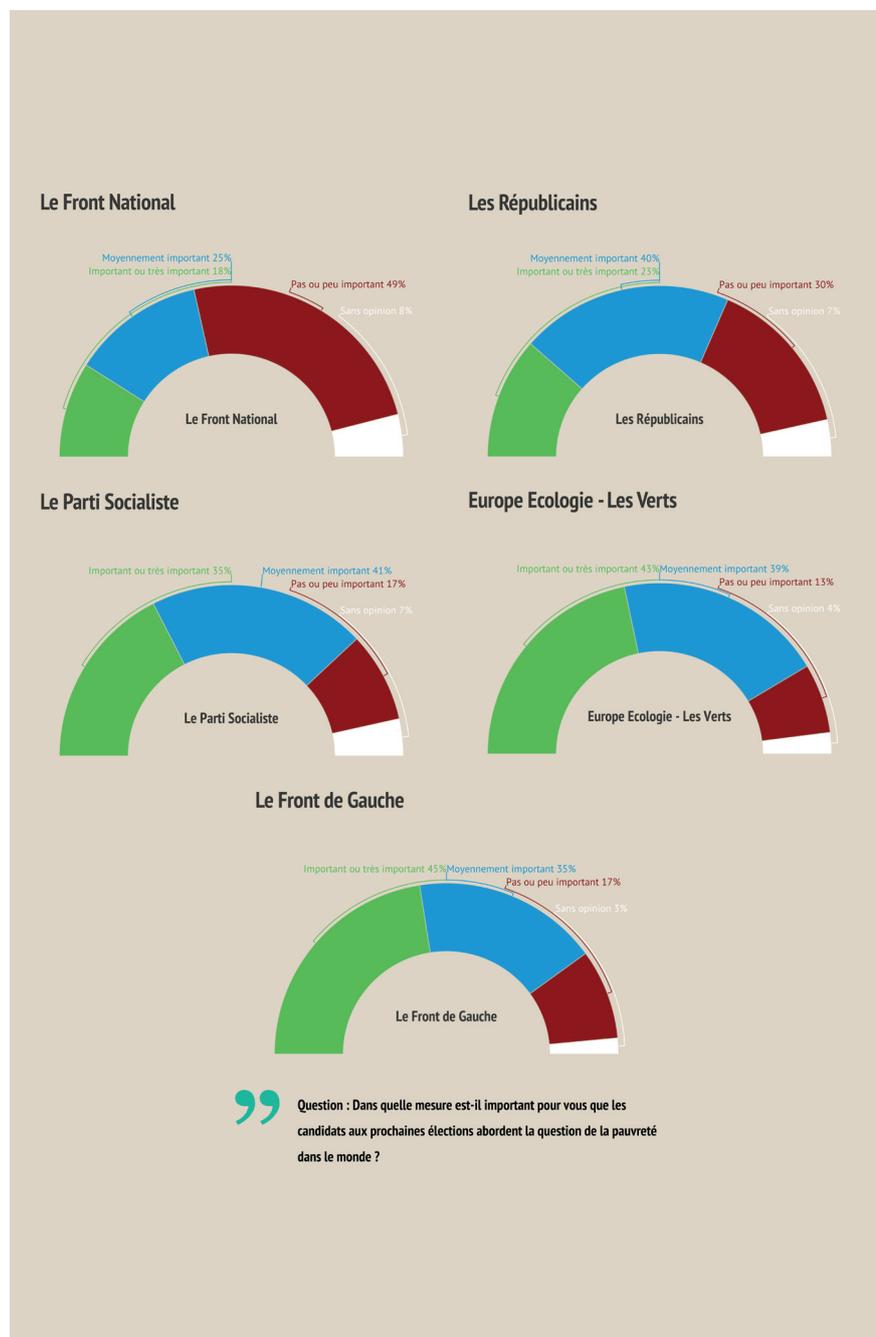
IMPORTANCE ACCORDEE A LA NECESSITE D'UN DEBAT AUTOUR DE LA PAUVRETE DANS LE MONDE A L'OCCASION DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES SELON LES REVENUS



Question : Dans quelle mesure est-il important pour vous que les candidats aux prochaines élections abordent la question de la pauvreté dans le monde ?

- ◆ L'indifférence à cette question touche 49% des sympathisants FN, 30% des sympathisants LR et 25% du Modem.
- ◆ Les sympathisants du Front de Gauche et d'Europe Ecologie-Les Verts comptent de loin parmi les plus grands soutiens à cette question (45% et 43%), tandis que les sympathisants du PS expriment un soutien moins passionnel (35%).
- ◆ Les sympathisants des trois partis de gauche sont guère nombreux à considérer la mise en débat de cet enjeu comme peu importante (entre 13% et 17% contre 25% en moyenne).

IMPORTANCE ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES SELON LA PROXIMITÉ POLITIQUE



2. L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : UN OUTIL D'INFLUENCE POUR LA FRANCE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ?

**QUESTION POSÉE : « L'AIDE DE LA FRANCE AUX PAYS
EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT RENFORCE-T-ELLE SA
POSITION SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE ? »**

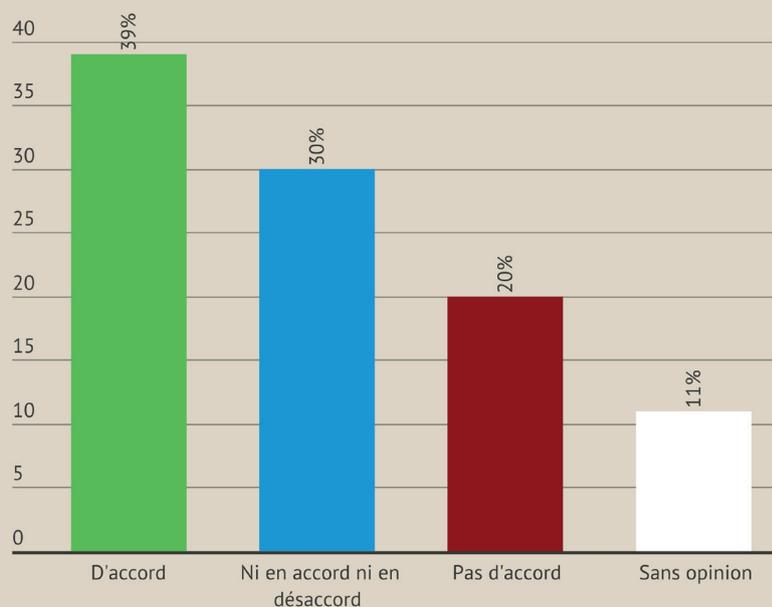
RÉSUMÉ

L'aide publique au développement est plutôt reconnue comme étant susceptible de contribuer à renforcer la position de la France sur la scène internationale. Cette question interroge la solidarité internationale dans le contexte d'un point de vue qui laisse supposer une contrepartie. Sans doute les réponses positives sont inspirées par l'idée d'un bénéfice (national) en retour. Ces opinions sont toutefois pondérées selon le niveau d'études, de revenu et d'engagement des répondants. On retiendra avant tout, qu'une fois encore, c'est l'orientation politique des participants qui se révèle être la variable la plus discriminante. Plus on se situe à gauche de l'échiquier politique, plus on est susceptible de considérer que la politique d'aide au développement contribue à renforcer le poids de la France à l'international. Dans une moindre mesure, l'âge façonne également cette opinion.

L'APD BÉNÉFICIERAIT (AUSSI) À LA FRANCE

- ◆ 69% des répondants reconnaissent ou ne contestent pas que l'aide publique au développement renforce la position de la France sur la scène politique internationale.

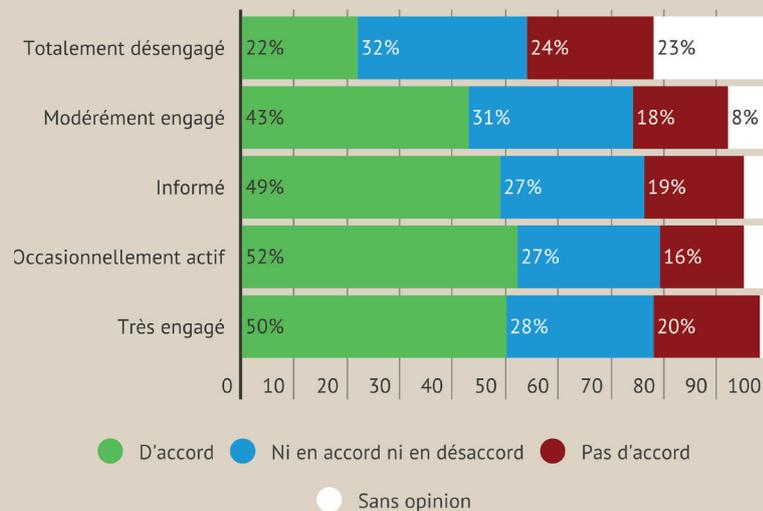
L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : UN OUTIL D'INFLUENCE POUR LA FRANCE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ?



Question : L'aide de la France aux pays en voie de développement renforce-t-elle sa position sur la scène internationale ?

- ◆ En toute logique, plus un individu est engagé sur les enjeux de lutte contre la pauvreté dans le monde, plus il est susceptible de considérer que l'aide de la France a un impact quant à son influence sur la scène internationale.
- ◆ Le niveau d'engagement des individus est particulièrement explicatif de la distribution des opinions sur cet enjeu : un engagement ne serait-ce que modéré (signer une pétition, faire un don, etc.) permet de se faire une opinion pour 92% des répondants, tandis que 23% des citoyens non-engagés n'expriment aucune opinion sur le sujet.

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : UN OUTIL D'INFLUENCE POUR LA FRANCE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ? SELON LE DEGRÉ D'ENGAGEMENT CITOYEN



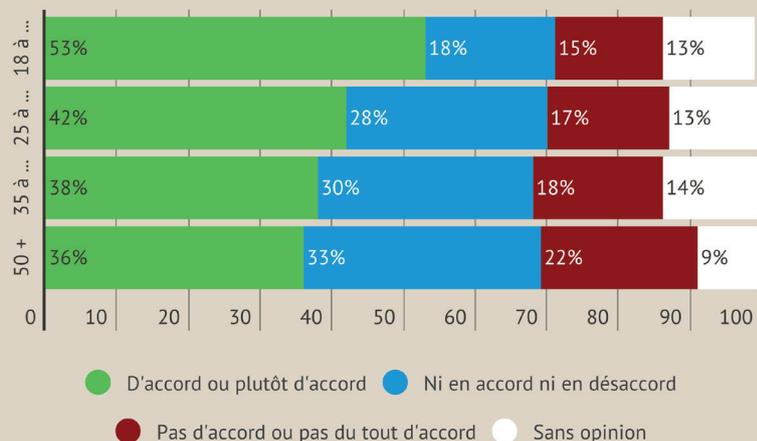
Question : L'aide de la France aux pays en voie de développement renforce-t-elle sa position sur la scène internationale ?

²Le niveau d'engagement citoyen est mesuré à partir de comportements et/ou pratiques régulières relatives aux questions de développement, tels que : pétition, vote, don, mobilisation publique (marche, manifestation), interpellation des décideurs, bénévolat, diffusion d'information (notamment sur les réseaux sociaux).

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT FAVORISERAIT L'INFLUENCE DE LA FRANCE DANS LE MONDE : LES JEUNES RÉCEPTIFS À L'ARGUMENT

- ◆ De manière particulièrement saisissante, les jeunes sont particulièrement réceptifs à l'idée que l'aide puisse bénéficier au rang de la France dans le monde : 53% des moins de 24 ans sont acquis à cette idée.
- ◆ Plus on est jeune, plus on est susceptible de soutenir cette corrélation entre aide publique et rayonnement international de la France (jusqu'à 53%), tandis qu'à l'inverse, plus on est âgé moins cette opinion est retenue. Seuls 36% des plus de 50 ans y sont réceptifs.
- ◆ Femmes et hommes partagent sensiblement la même opinion.

IMPORTANT ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES SELON L'ÂGE

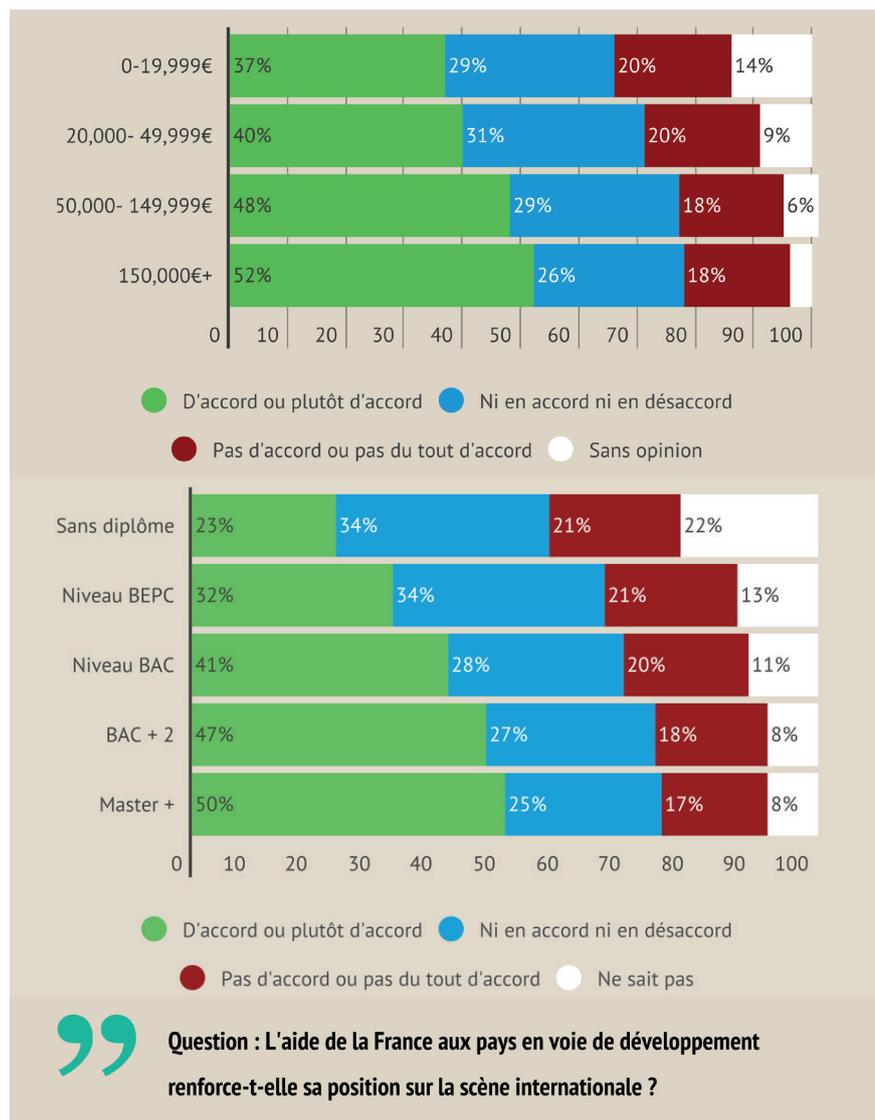


Question : L'aide de la France aux pays en voie de développement renforce-t-elle sa position sur la scène internationale ?

DEUX FACTEURS D'OPTIMISME ASSOCIANT L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT À LA PLACE DE LA FRANCE À L'INTERNATIONAL : L'ÉDUCATION ET LES REVENUS

- ◆ Plus le niveau d'étude/niveau de revenus est élevé et plus les individus sont susceptibles de soutenir l'idée que la contribution de la France à l'aide internationale apporte des bénéfices en retour en termes d'influence. A contrario, moins les individus sont éduqués, moins ils sont susceptibles d'être convaincus par l'argument. Ainsi, l'idée est soutenue par seulement 23% des personnes sans diplôme contre 50% pour les titulaires d'un Master et plus.
- ◆ Parallèlement, plus les individus disposent d'un revenu élevé, plus ils adhèrent à l'idée d'une corrélation entre l'aide publique et la place de la France à l'échelle internationale.

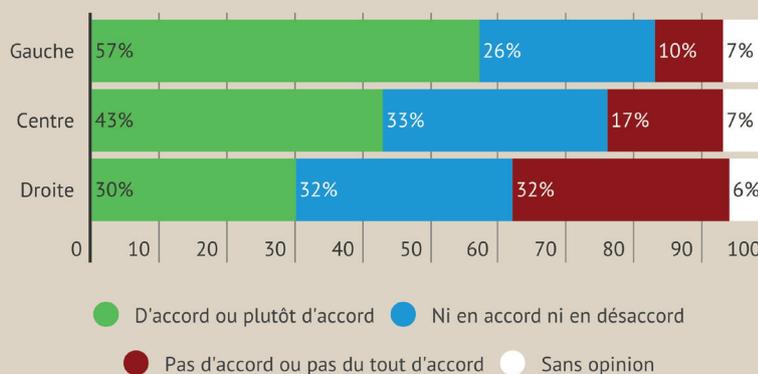
IMPORTANCE ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES SELON LE NIVEAU DE REVENUS & D'ÉTUDE



LA PROXIMITÉ POLITIQUE : UNE VISION DU MONDE EXPLICATIVE

- ◆ La perception d'une relation entre l'aide de la France aux pays en voie de développement et le renforcement de la position du pays sur la scène internationale est clairement corrélée à la sympathie politique déclarée.
- ◆ Ainsi, 57% des sympathisants de gauche reconnaissent cet effet collatéral contre seulement 30% des sympathisants de droite.

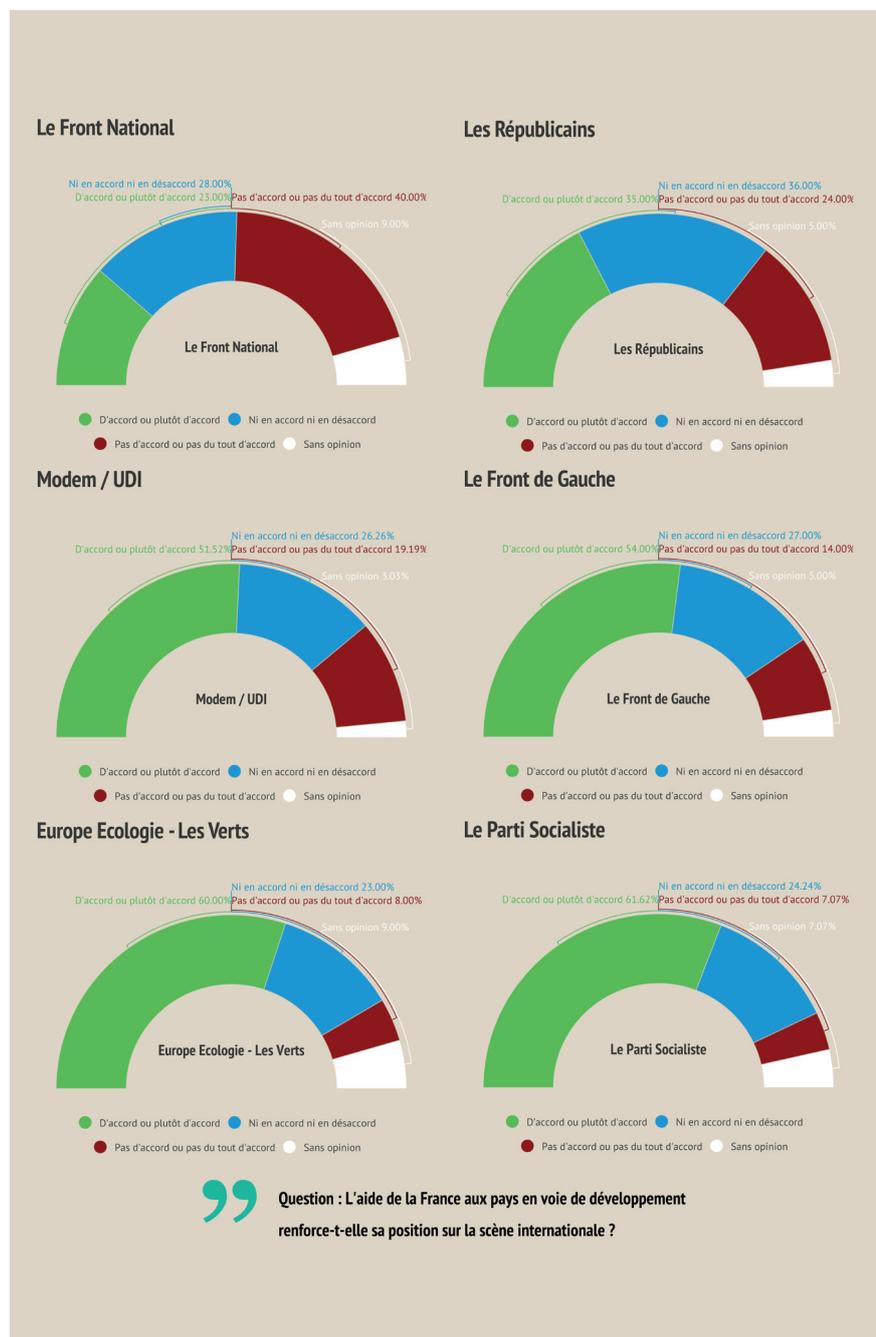
IMPORTANCE ACCORDÉE À LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT AUTOUR DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES SELON L'ORIENTATION POLITIQUE



Question : L'aide de la France aux pays en voie de développement renforce-t-elle sa position sur la scène internationale ?

- ◆ Le FN se détache particulièrement : 23% des sympathisants du FN reconnaissent une corrélation entre l'aide publique au développement et la place de la France à l'international, contre 40% qui ne la reconnaissent pas.
- ◆ 60% des sympathisants du PS ou d'EELV reconnaissent l'effet bénéfique de l'aide sur la position de la France dans le monde contre 7% seulement qui ne la reconnaissent pas.
- ◆ Les opinions des sympathisants du centre (Modem/UDI) et du Front de gauche, représentent un compromis entre ces deux tendances.

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : UN OUTIL D'INFLUENCE POUR LA FRANCE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ? SELON LA PROXIMITÉ POLITIQUE



POUR ALLER PLUS LOIN...

L'INFLUENCE DE L'ENGAGEMENT CITOYEN

Ne serait-ce qu'un faible degré d'engagement citoyen fait clairement la différence pour faire varier les opinions en faveur d'une perception positive d'un échange vertueux entre pays du nord et pays du sud.

Afin d'élargir la base des soutiens à l'aide publique au développement, cibler des actions de communication à destination des citoyens qui sans nécessairement en être conscients, œuvrent déjà pour la solidarité internationale, paraît pertinent. Cette communauté des « engagés » semble aller bien au-delà des CSP++ urbains éduqués.

Si l'on croit les données du baromètre Aid Attitudes Tracker, 34% des personnes ont déjà fait un don à une association œuvrant contre la pauvreté dans le monde. Par projection et au regard des 52 millions de français adultes vivant en France³ cela signifierait que 17,7 millions de personnes se sont déjà engagés par un acte positif et contraignant en faveur de la solidarité internationale, un argument nécessairement audible par les décideurs politiques.

PRIVILÉGIER UN DISCOURS DIDACTIQUE

Un discours didactique exprimant, qu'à bien des égards, la solidarité internationale, génère de facto, une interaction bénéfique de part et d'autres entre le Nord et le Sud, est susceptible de favoriser l'adhésion à l'augmentation de l'aide. Une telle vision aurait également pour vertu d'adoucir le « coût » ressenti par les citoyens à propos du montant financier de l'aide, et ainsi pondérer l'idée répandue que le service rendu (don ou prêt) ne fonctionnerait qu'à sens unique.

SUR L'INFLUENCE DES SYMPATHIES POLITIQUES

Il apparaît que le doute quant au fait que la position de la France à l'échelle internationale puisse tirer un bénéfice de l'aide, traduit un clivage entre les représentations politiques qui s'emparent de la place de la France dans la mondialisation d'une part, par opposition avec les discours politiques davantage repliés sur le national d'autre part. Toute communication reposant sur la reconnaissance d'une interaction déjà existante et indiscutables entre le Nord et le Sud, contribuerait à affaiblir l'idée d'un monde cloisonné dans lequel il s'agirait d'abord de résoudre la pauvreté à l'échelle nationale avant d'envisager tout investissement politique et économique à destination des pays en développement.

³Selon le bilan démographique 2016 (pyramide des âges – population totale par sexe et âge) publiée par l'INSEE le 17 janvier 2017, la France comptait 52.164.698 millions d'adultes, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus.

3. FAUT-IL AUGMENTER, MAINTENIR OU RÉDUIRE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ?

QUESTION POSÉE : « SUR LES 2000 MILLIARDS D'EUROS DE SON PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) TOTAL, LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS CONSACRE ACTUELLEMENT 0,37 POUR CENT (SOIT 8.3 MILLIARDS D'EUROS) À L'AIDE INTERNATIONALE POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT. PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET QU'IL CONSACRE À L'AIDE INTERNATIONALE POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ? »

RÉSUMÉ

Cette question centrale pour les acteurs du développement peut être considérée comme un baromètre mesurant le degré de solidarité des citoyens français en faveur d'une cause a priori non clivante (la « pauvreté dans le monde ») à l'égard d'une population lointaine (les pays du Sud).

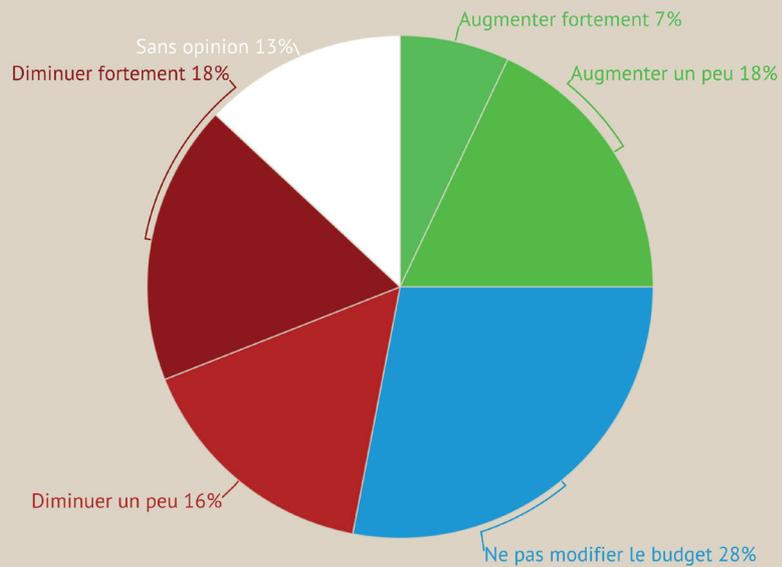
Si les opinions en faveur d'une augmentation de l'APD ne sont pas majoritaires, on relèvera que les facteurs contribuant à partager cet avis diffèrent selon le degré d'engagement, l'âge, le revenu mais aussi et surtout les sympathies politiques des personnes interrogées. L'augmentation de l'APD apparaît comme un marqueur de gauche, d'une population plutôt aisée, davantage masculine et plutôt jeune.

Les partisans d'une baisse de l'APD se retrouvent chez les sympathisants d'extrême droite et de droite, des citoyens plus âgés et des citoyens non-engagés.

UN SOUTIEN MODÉRÉ À L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

- ◆ 25% des interrogés souhaitent une augmentation de l'APD (augmenter fortement ou augmenter un peu).
- ◆ 34% souhaitent réduire l'APD (réduire fortement ou réduire un peu), c'est à dire s'opposent à une augmentation.
- ◆ 28% optent pour le statu quo c'est-à-dire « ne rien changer », qu'il faut sans doute entendre comme « plutôt ne rien changer » suggérant une forme de désengagement à la question posée.

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ?

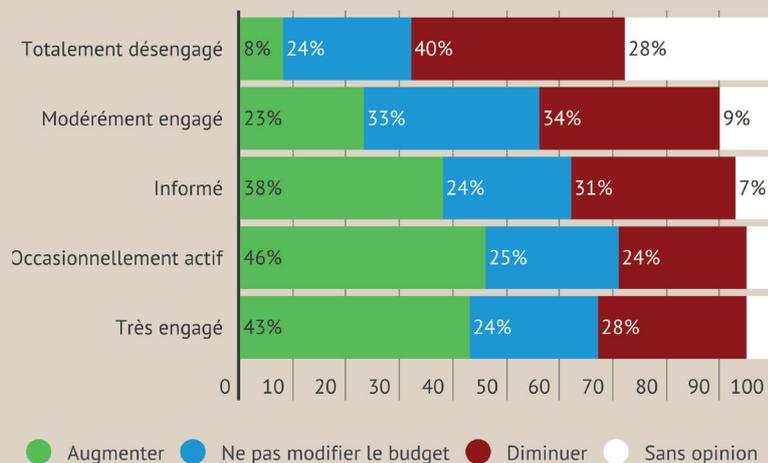


Question : Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,37 pour cent (soit 8.3 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

L'INFLUENCE DÉTERMINANTE DE L'ENGAGEMENT

- ◆ Le degré d'engagement citoyen influence clairement la volonté d'augmenter l'APD : 8% des citoyens non engagés souhaitent augmenter l'aide publique au développement contre plus de 40% pour les citoyens engagés.
- ◆ Dans une moindre mesure, le degré d'engagement citoyen influence également sur la volonté de réduire l'aide : 40% des citoyens non-engagés plaide pour la réduction de l'aide publique au développement contre une moyenne de 29% pour les citoyens engagés.
- ◆ La répartition des opinions autour de cette question est étroitement dépendante de la capacité à formuler une opinion : le simple fait d'avoir, de temps à autre, manifesté un quelconque comportement d'engagement modifie drastiquement le pourcentage des sans opinion. Presque un tiers des répondants totalement désengagés (28%) n'ont pas la capacité de s'exprimer sur l'augmentation de l'APD, tandis que ce chiffre chute à 9% dès les premières pratiques d'engagement. Les bénéfices de l'engagement quel qu'en soit le degré, sont donc particulièrement encourageants pour permettre l'expression d'une opinion citoyenne sur le montant de l'aide publique au développement.

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? SELON L'ENGAGEMENT



²Le niveau d'engagement citoyen est mesuré à partir de comportements et/ou pratiques régulières relatives aux questions de développement, tels que : pétition, vote, don, mobilisation publique (marche, manifestation), interpellation des décideurs, bénévolat, diffusion d'information (notamment sur les réseaux sociaux).

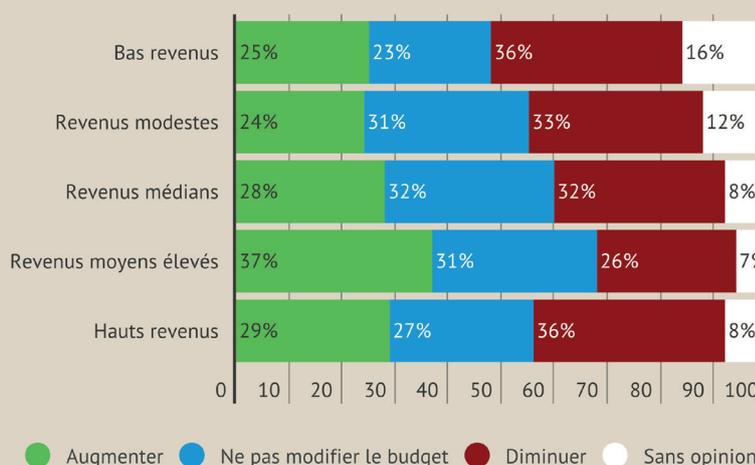


Question : Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,37 pour cent (soit 8.3 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

UNE DISCRIMINATION FLAGRANTE SELON LES NIVEAUX D'ÉDUCATION ET DE REVENU

- ◆ Le niveau des revenus est un marqueur déterminant en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement : plus les revenus augmentent et plus les répondants s'expriment en faveur d'une augmentation de l'aide. A contrario, plus les revenus sont modestes, plus les individus s'expriment en faveur d'une baisse de l'aide.
- ◆ Ces deux principes souffrent toutefois d'une exception concernant la catégorie des hauts revenus dont les opinions sont moins favorables à l'augmentation de l'aide que les revenus élevés, et dont les réponses rejoignent celles de la population des bas revenus en faveur d'une baisse de l'aide publique au développement.

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? SELON LES REVENUS

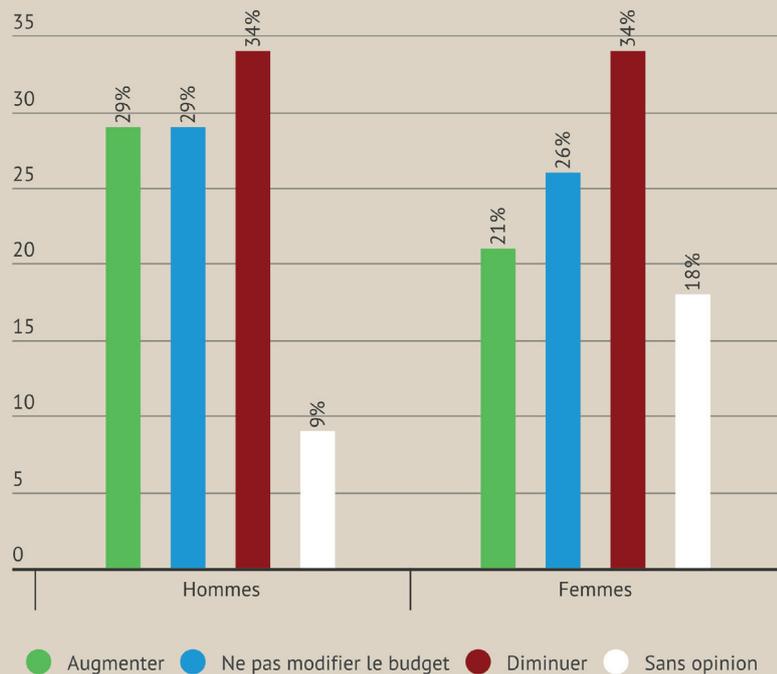


Question : Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,37 pour cent (soit 8.3 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

LES HOMMES PLUS FAVORABLES QUE LES FEMMES À UNE AUGMENTATION DE L'AIDE

- ◆ Le genre est particulièrement discriminant quant à la capacité à formuler une opinion sur l'augmentation de l'aide publique au développement : 18% des femmes n'ont pas d'opinion, ne savent pas ou ne sont pas inspirées par cette question, c'est à dire deux fois plus que les hommes (9%).
- ◆ 29% des hommes veulent augmenter l'aide publique au développement contre 21% des femmes.
- ◆ Il y a un consensus entre les hommes et les femmes autour de la volonté de diminuer l'aide publique au développement (34%).

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? SELON LE GENRE

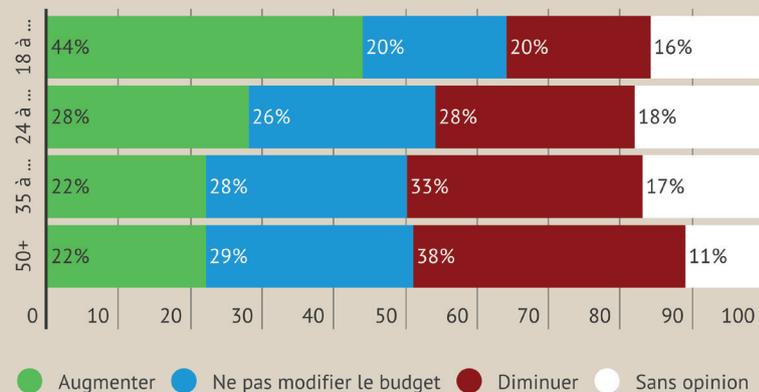


Question : Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,37 pour cent (soit 8.3 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

UNE GÉNÉROSITÉ À GÉOMÉTRIE VARIABLE SELON LES ÂGES

- ◆ La solidarité internationale apparaît comme l'apanage de la jeunesse.
- ◆ 44% des jeunes de moins de 24 ans veulent augmenter l'aide publique au développement. Cette opinion « généreuse » chute drastiquement à moins de 28% dès la tranche d'âge supérieure (plus de 24 ans) et ne fait que diminuer au gré de l'avancée en âge (jusqu'à 22% pour les plus de 50 ans).
- ◆ Les opinions en faveur d'une baisse de l'aide publique au développement suivent une courbe inverse : 20% des moins de 24 ans veulent baisser l'aide contre 38% des plus de 50 ans.
- ◆ L'âge a une influence relative (de 20% à 29%) sur les opinions en faveur du statu quo : ni baisser ni augmenter.
- ◆ A partir de 50 ans, le nombre des sans opinion chute à 11% contre une moyenne de 17% pour les autres âges.

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? SELON LES ÂGES

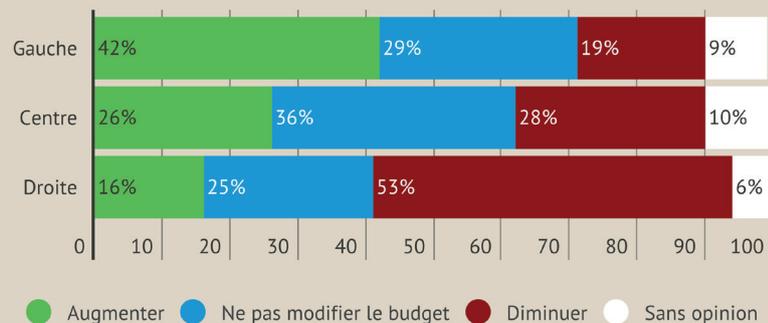


Question : Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,37 pour cent (soit 8.3 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

PLUS D'AIDE À GAUCHE VS. MOINS D'AIDE À DROITE

- ◆ L'orientation politique est particulièrement discriminante sur les opinions en faveur du montant de l'aide publique au développement.
- ◆ 42% des sympathisants de gauche souhaitent augmenter l'aide contre 16% parmi les sympathisants de droite.
- ◆ Comme un effet miroir, quand 19% des répondants de gauche veulent réduire l'APD, ils sont plus du double (53%) du côté des sympathisants de droite.
- ◆ Les opinions des sympathisants du centre représentent un véritable compromis à mi-chemin entre les opinions de gauche et de droite : 36% d'entre d'eux se retrouvent sur le statu quo (ni augmenter, ni baisser le montant de l'aide).

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? SELON L'ORIENTATION POLITIQUE

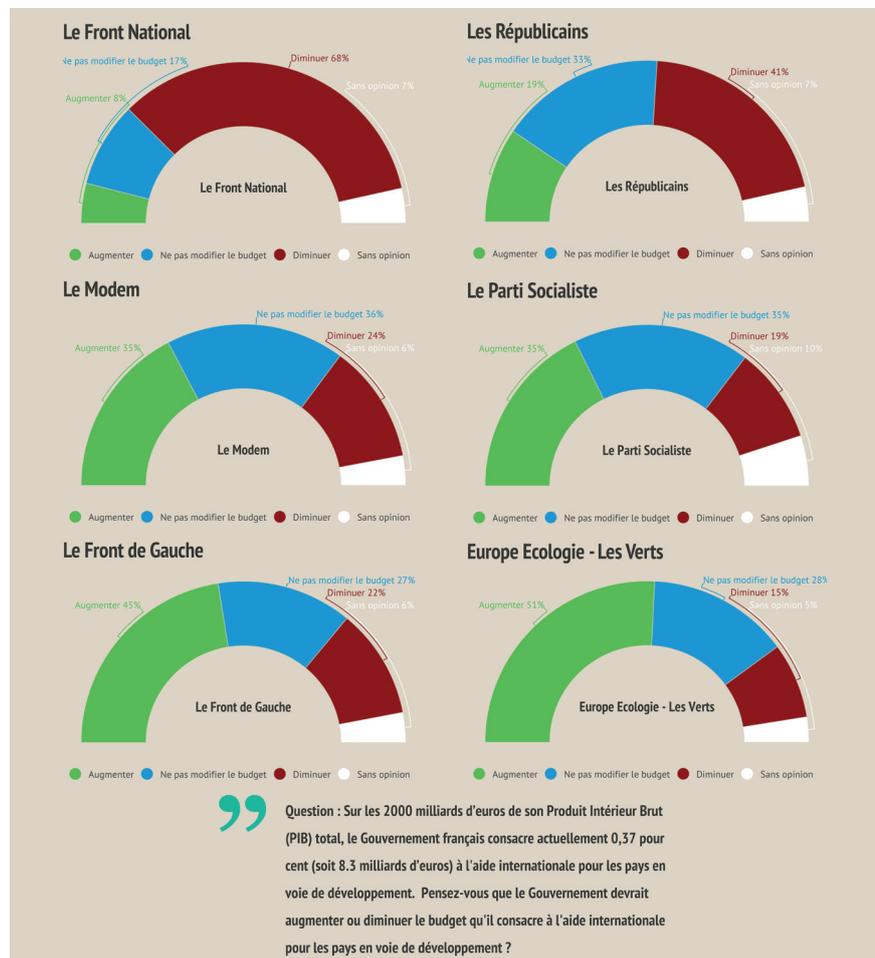


Question : Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,37 pour cent (soit 8.3 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

L'observation segmentée selon la proximité avec les partis politiques confirme le clivage gauche/droite et met en évidence quatre groupes d'opinions :

- ◆ Groupe 1 « radicalement contre l'aide » : Les sympathisants du Front National se caractérisent de façon marquée par une opinion radicalement défavorable à l'augmentation de l'aide (8%) et radicalement favorable à une baisse de l'aide (68%).
- ◆ Groupe 2 – « majoritairement contre l'aide » : Les sympathisants des Républicains plébiscitent fortement une baisse de l'aide (41%), soit le double des opinions en faveur d'une hausse de l'aide (19%). Dans ce groupe, les opinions en faveur du statu quo (ni augmenter ni baisser) sont supérieures à la volonté d'augmenter l'aide, et inférieure à la volonté de baisser l'aide.
- ◆ Groupe 3 – « modérément en faveur de l'aide » : Les opinions des sympathisants du PS sont relativement proches de celles exprimées par les sympathisants du centre (Modem). De la même manière, leurs opinions sont plutôt acquises à la volonté d'augmenter l'aide (entre 31% et 35%), par opposition à la volonté de baisser l'aide (entre 19% et 26%). Dans ce groupe, les opinions en faveur du statu quo (de 35% à 40%) sont à peu près équivalentes aux opinions en faveur d'une augmentation.
- ◆ Groupe 4 – « fondamentalement en faveur de l'aide » : les sympathisants d'Europe Ecologie Les Verts paraissent les plus sensibilisés par la nécessité d'une aide élevée (51% en faveur d'une augmentation contre 15% en faveur d'une baisse). De façon moins marquée, mais en suivant la même répartition des opinions, on retrouve les partis de gauche radicale/alternative (Front de gauche et PC). C'est également dans ce groupe que les opinions en faveur du statu quo (ni baisse ni augmentation de l'APD) sont les moins marquées (entre 26% et 28%).

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? SELON LA PROXIMITÉ POLITIQUE

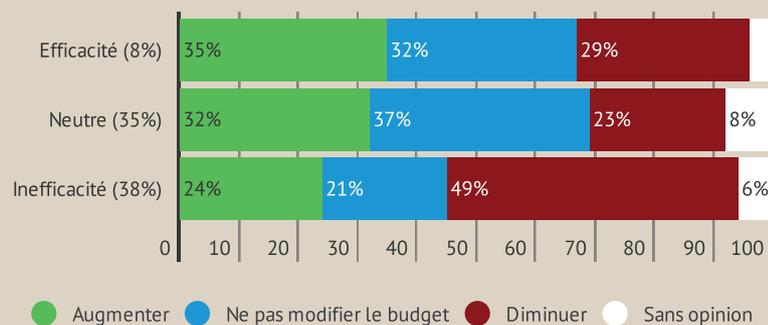


POUR ALLER PLUS LOIN :

LE MONTANT DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT À L'ÉPREUVE DE L'EFFICACITÉ « ESTIMÉE » DE L'AIDE

- ◆ Même si l'on observe une corrélation entre les opinions jugeant l'aide publique au développement inefficace et la volonté de baisser l'aide, 24% des citoyens estimant l'aide inefficace sont cependant en faveur d'une augmentation de l'aide.
- ◆ La majorité des citoyens interrogés (38%) jugent l'aide publique au développement inefficace tandis que 35% n'ont pas de jugement tranché sur cette question (19% n'ont pas d'opinion).
- ◆ Parallèlement, seuls 8% des citoyens interrogés jugent l'aide efficace (19% n'ont pas d'opinion).

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? SELON LES OPINIONS PERSONELLES QUANT À L'EFFICACITÉ/INEFFICACITÉ DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

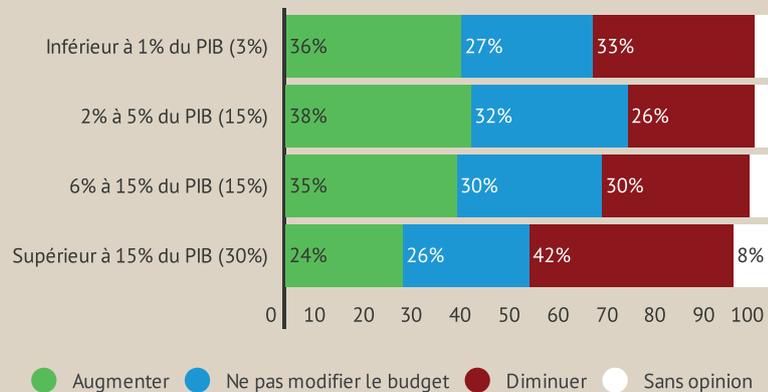


Question : Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,37 pour cent (soit 8,3 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

ESTIMATION DU MONTANT ACTUEL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

- ◆ On observe une méconnaissance totale du montant de l'aide publique au développement actuellement financée par le gouvernement français : seuls 3% des citoyens pensent que l'aide équivaut à moins de 1% du PIB, tandis que 30% imaginent que le montant de l'aide correspond à plus de 15% du PIB.
- ◆ Le fait que les opinions en faveur d'une augmentation de l'aide ne varient pas suivant les pourcentages supposés (entre 1% et 15% du PIB) signifie aussi la difficulté de représentation de ce qu'est le PIB ou de son expression en termes de montant en Euros.
- ◆ On remarque cependant une corrélation entre la volonté de ne pas augmenter l'APD et l'estimation la plus démesurée laissant supposer que l'aide actuelle est très coûteuse (+15% du PIB).

AUGMENTER OU DIMINUER LE BUDGET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? SELON L'ESTIMATION SUPPOSÉE DU MONTANT DE L'APD PAR RAPPORT AU PIB



Question : Sur les 2000 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total, le Gouvernement français consacre actuellement 0,37 pour cent (soit 8.3 milliards d'euros) à l'aide internationale pour les pays en voie de développement. Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?



LE BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le Baromètre de la Solidarité Internationale a pour ambition d'alimenter les stratégies de sensibilisation, de plaidoyer, de fundraising, de campagne et de communication du secteur du développement dans son ensemble.

Les données du Baromètre sont tirées du projet Aid Attitudes Tracker : des méthodes d'enquête qualitative et par sondage, réalisées deux fois l'an depuis fin 2013, portant sur les attitudes et opinions des citoyens à l'égard de l'aide au développement et des enjeux de solidarité internationale en France (ainsi qu'en Allemagne, aux Etats-Unis, et au Royaume-Uni).

Le sondage est conçu de telle manière qu'il permet d'analyser les comportements et les niveaux d'engagement des individus sur les enjeux de développement international, mais aussi les ressorts des attitudes personnelles et leur évolution à travers le temps. Il comporte 120 questions, dont une quinzaine co-construites laissées à la libre discrétion des partenaires de Focus 2030. Il est réalisé auprès d'un échantillon de plus de 6000 personnes représentatives de la population française (méthode des quotas), via un questionnaire en ligne (marge d'erreur de +/- 2%). Enfin, 80% de l'échantillon des personnes interrogées est retenu d'une vague à l'autre : ainsi le Baromètre de la Solidarité Internationale permet-il de manière singulière d'analyser l'évolution des attitudes à travers le temps.

Le projet Aid Attitudes Tracker dont est issu le Baromètre de la Solidarité Internationale en France est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates. Les analyses et la méthodologie sont réalisées par l'institut de sondage YouGov sous la supervision d'une équipe scientifique dirigée par Jennifer Hudson (University College London, School of Public Policy) et David Hudson (University of Birmingham). Les données produites sont ouvertes et accessibles à tous (Open data) afin de nourrir les organisations dans leurs décisions stratégiques et tactiques.

En France, c'est l'association [Focus 2030](#) qui anime et publie le Baromètre de la Solidarité Internationale afin d'alimenter l'ensemble des acteurs du développement présents en France. La mission de Focus 2030 consiste à soutenir les actions de communication, de mobilisation et de plaidoyer des acteurs de la solidarité internationale en vue de l'atteinte des Objectifs de développement durable.

Focus 2030 travaille en France avec de nombreuses ONG, organisations internationales, think tanks et institutions en tant que partenaires et destinataires du Baromètre de la Solidarité Internationale.

En savoir plus sur le projet : <http://www.ucl.ac.uk/political-science/research/projects/aid-attitudes-tracker>

Si vous souhaitez utiliser publiquement les données du Baromètre de la Solidarité Internationale, merci de contacter Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030 :

fabrice@focus2030.org